

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

MARIE BRIZARD WINE & SPIRITS

Société anonyme à conseil d'administration
au capital de 156.785.752,20 euros
Siège social : 10-12 Avenue du Général de Gaulle
94220 CHARENTON LE PONT
380 695 213 RCS CRETEIL

Avis de convocation rectificatif à l'avis de réunion

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Marie Brizard Wine & Spirits (la « **Société** ») sont informés qu'ils sont convoqués à l'Assemblée Générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 26 juin 2025, à 10 heures, dans les locaux Le Tripot Régnier, situés 10-12, rue Mathurin Régnier – PARIS 15^{ème}, sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
4. Approbation des conventions réglementées et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
5. Approbation des informations visées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce ;
6. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Aymeric de Beauvillé, Président du Conseil d'administration de la Société ;
7. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Fahd Khadraoui, Directeur Général de la Société ;
8. Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société ;
9. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Aymeric de Beauvillé ;
10. Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Anna Luc ;
11. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Cyril Cahart ;
12. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Hachem Belghiti ;
13. Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société dans le cadre du dispositif prévu à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;
14. Pouvoirs à donner en vue des formalités.

Projet de résolution présenté par Palliser Capital (UK) Ltd et non agréé par le Conseil d'administration

- A. Mise en place d'un comité ad hoc composé exclusivement d'administrateurs indépendants, chargé de l'examen des relations intra-groupes entre Marie Brizard Wine & Spirits et les entités affiliées à COFEPP

Rectificatif à l'avis de réunion n°2502093 paru dans le BALO n°60 du 19 mai 2025

Les projets de résolutions numérotées de 1 à 14 qui seront soumis au vote de l'assemblée générale mixte de la Société ont été publiés dans l'avis de réunion paru dans le BALO n°60 du 19 mai 2025 et demeurent inchangés.

Le projet de résolution A reproduit ci-dessous a été présenté par Palliser Capital (UK) Ltd (sise Palliser House, Palliser Road, Londres, W14 9EQ, Royaume-Uni) et n'est pas agréé par le Conseil d'administration :

Projet de résolution présenté par Palliser Capital (UK) Ltd et non agréé par le Conseil d'administration**Exposé des motifs communiqués par Palliser Capital (UK) LTD :**

Palliser Capital (UK) Ltd considère que les intérêts des actionnaires de Marie Brizard Wine & Spirits (la « **Société** ») et ceux de son actionnaire de contrôle, la COFEPP, ne sont intrinsèquement pas alignés puisque les deux entités sont concurrents directs sur plusieurs marchés.

Cette situation engendre un risque clair qu'il soit porté atteinte aux intérêts des actionnaires minoritaires de la Société. Dans ce cadre, les opérations entre parties liées, à savoir principalement entre la Société et son actionnaire de contrôle, sont identifiées comme étant particulièrement risquée du point de vue du respect des intérêts des autres actionnaires. En outre, les informations fournies aux actionnaires sur les transactions entre les parties liées sont peu détaillées et opaques.

Le conseil d'administration de la Société doit ainsi pouvoir exercer sa mission de contrôle et veiller à la prise en compte des intérêts de tous les actionnaires, et pour ce faire s'appuyer sur un comité ad hoc composé exclusivement de membre indépendants.

Il est rappelé que le conseil d'administration de la Société a, dans le passé, déjà agréé la demande d'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale d'une résolution tenant à la mise en place d'un comité ad hoc du conseil. Cette demande avait été présentée par un actionnaire minoritaire (BDL Capital Management) en janvier 2019, puis agréée dans la foulée par le conseil d'administration et présentée à l'assemblée générale du 31 janvier 2019.

C'est pourquoi Palliser Capital (UK) Ltd propose la mise en place d'un comité ad hoc composé exclusivement d'administrateurs indépendants, chargé de l'examen des relations intra-groupes entre Marie Brizard Wine & Spirits et les entités affiliées à COFEPP.

Résolution A (*Mise en place d'un comité ad hoc composé exclusivement d'administrateurs indépendants, chargé de l'examen des relations intra-groupes entre Marie Brizard Wine & Spirits et les entités affiliées à COFEPP*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- Constatant l'importance stratégique et financière des relations commerciales et contractuelles entre la société Marie Brizard Wine & Spirits (la « Société ») et les entités affiliées à son actionnaire de contrôle, COFEPP ;
- Souhaitant renforcer la transparence, la gouvernance et la protection des intérêts de l'ensemble des actionnaires, notamment minoritaires ;
- Considérant les recommandations de bonnes pratiques en matière de gouvernance et les exigences de la norme IAS 24 relatives aux parties liées ;

Décide :

1. De mandater le conseil d'administration de la Société à effet de créer en son sein un comité ad hoc composé exclusivement d'administrateurs indépendants de la Société, chargé de l'examen des relations intra-groupes entre la Société et les entités affiliées à COFEPP.

2. Que ce comité se verra octroyer les missions suivantes :

- Identifier, analyser et évaluer toute transaction conclue ou envisagée entre la Société et une entité affiliée à COFEPP, dont le montant est supérieur à 250 000 euros, que ce soit à titre individuel ou de manière cumulative sur une période de douze mois glissants ;
- Vérifier la conformité de ces transactions avec les conditions normales de marché ;

- Formuler des recommandations au Conseil d'administration sur l'opportunité, les conditions et la transparence de ces transactions ;
- Veiller à la bonne application des obligations de communication prévues par les normes comptables (notamment IAS 24) et la réglementation boursière.

3. Que ce comité devra se voir doter des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment la possibilité de recourir à des conseils juridiques, financiers ou comptables indépendants.

4. De prévoir que les conclusions et recommandations du comité ad hoc feront l'objet d'un rapport annuel, présenté au Conseil d'administration et mis à disposition des actionnaires dans le cadre du rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Commentaire du Conseil d'administration :

Le Conseil d'administration de la Société a décidé de ne pas agréer ce projet de résolution (étant précisé que les administrateurs liés à la COFEPP n'ont pas pris part aux délibérations et au vote), la mise en place d'un comité relevant de la compétence exclusive du Conseil d'administration. L'Assemblée Générale n'a pas qualité pour décider la mise en place d'un tel organe.

En 2019, le Conseil d'administration a décidé d'agréer la résolution présentée par BDL Capital Management puisqu'elle était d'une toute autre nature. Il s'agissait de mettre en place un comité ad hoc composé des seuls administrateurs indépendants pour assister le Conseil chaque fois (i) qu'un ou plusieurs actifs dont la cession est envisagée dépasse(nt) un seuil de 20 millions d'euros de valorisation ou que le ou lesdits actifs représente(nt) une contribution de plus de 5 % du chiffre d'affaires consolidé de la Société (à chaque clôture annuelle), (ii) qu'une situation de conflit d'intérêt est, ou est susceptible d'être, identifiée dans le cadre de la cession d'un ou plusieurs actifs de la Société (notamment en cas d'offre par un actionnaire, un mandataire social, un salarié ou toute(s) personne(s) interposée(s) ou entité(s) ou société(s) affiliée(s)), et ce sans application des seuils de matérialité visés au (i) ci-dessus.

A l'inverse la résolution proposée par Palliser Capital (UK) Ltd tend à donner à un autre comité ad hoc un rôle plus opérationnel faisant double emploi avec le rôle actuel du Conseil d'administration et du Comité d'Audit.

En effet, les opérations avec les parties liées sont déjà strictement contrôlées dans le cadre :

- du régime légal d'autorisation des conventions réglementées (autorisation *ex ante* par le Conseil d'administration puis approbation *ex post* par l'Assemblée Générale) ; et
- de la procédure applicable aux conventions libres portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (décrite en page 188 du document d'enregistrement universel 2024), aux termes de laquelle la direction juridique informe chaque année le Comité d'Audit de la liste des conventions courantes conclues à des conditions normales. Lors de l'examen de la liste des conventions conclues avec la COFEPP seuls les deux administrateurs indépendant participent aux délibérations et le cas échéant au vote. A l'occasion de cet examen une convention considérée comme courante et conclue à des conditions normales peut être *in fine* requalifiée en convention réglementée nécessitant une ratification par le Conseil d'administration et l'Assemblée Générale.

Enfin, il est rappelé que la COFEPP, en tant qu'actionnaire majoritaire de la Société, a un intérêt direct dans la réussite et le développement durable du groupe MBWS. Il peut arriver que certains produits distribués par la COFEPP soient présents sur les mêmes linéaires de supermarchés que ceux du groupe MBWS (de la même manière, des produits d'une société du groupe MBWS sont souvent vendus dans les mêmes rayons de supermarché que ceux d'une autre société du groupe). Pour autant, il n'y a pas de concurrence active de la part de la COFEPP, d'autant qu'une telle volonté s'avèrerait contre-productive dès lors que la COFEPP est directement intéressée, au même titre que les autres actionnaires de la Société, aux résultats du groupe MBWS.

A. – Formalités préalables à effectuer pour participer à l'assemblée

Les actionnaires souhaitant assister à cette assemblée, s'y faire représenter ou voter par correspondance, devront justifier de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris (soit le 24 juin 2025 à zéro heure, heure de Paris) :

- pour l'actionnaire nominatif, par inscription en compte de ses actions sur les registres de la Société tenus par son mandataire, Uptevia,
- pour l'actionnaire au porteur, par l'inscription en compte de ses actions, à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte (dans le cas d'un actionnaire non résident) dans son compte titres, tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier qui le gère.

Cette inscription en compte des actions doit être constatée par une attestation de participation (ou une attestation d'inscription en compte) délivrée par l'intermédiaire habilité, qui apportera ainsi la preuve de sa qualité d'actionnaire.

L'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité doit être jointe au formulaire de vote par correspondance ou par procuration adressés, par l'intermédiaire habilité, à Uptevia, Service Assemblées, **90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex**.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité, dans les délais et conditions prévus à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce et rappelés ci-dessus, pourront participer à cette assemblée.

B. – Modes de participation à cette assemblée

1. Les actionnaires désirant assister personnellement à cette assemblée pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- pour l'actionnaire nominatif : demander une carte à l'aide du formulaire de vote qui lui sera adressé avec la convocation et de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal ou se présenter le jour de l'assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ;
- pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

2. Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir (au choix) au Président de l'assemblée, à leur conjoint, au partenaire avec lequel un pacte civil de solidarité a été conclu, à un autre actionnaire ou encore à toute personne physique ou morale de leur choix dans les conditions légales et réglementaires, notamment celles prévues à l'article L.225-106 I du Code de commerce, pourront :

- pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia, Service Assemblées, sise **90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex** ;
- pour l'actionnaire au porteur : demander ce formulaire par lettre adressée ou déposée au siège social ou adressée à Uptevia, Service Assemblées (à l'adresse indiquée ci-dessus) ou encore à l'intermédiaire auprès duquel ses titres sont inscrits, à compter de la date de convocation de l'assemblée. Cette demande devra parvenir au Service des Assemblées d'Uptevia, ou au siège social de la Société, au plus tard six (6) jours avant la date de réunion de cette assemblée, soit le 20 juin 2025. Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration dûment renseigné devra ensuite être renvoyé à Uptevia, Service Assemblées (coordonnées ci-dessus).

Les votes par correspondance ne seront pris en compte qu'à condition de parvenir trois (3) jours calendaires au moins avant la date de l'assemblée, au siège social de la Société ou à Uptevia, Service Assemblées, à l'adresse ci-dessus. Afin que le formulaire de vote dûment rempli et signé et, le cas échéant, la désignation ou révocation de mandataire soit valablement pris en compte, il devra être envoyé à l'établissement teneur de compte suffisamment en amont pour être reçu par Uptevia au plus tard trois jours avant la réunion de l'Assemblée Générale, soit le lundi 23 juin 2025 à 23h59 (heure de Paris).

Il est rappelé que les procurations écrites et signées doivent indiquer les nom, prénom et adresse de l'actionnaire ainsi que ceux de son mandataire. La révocation du mandat s'effectue dans les mêmes conditions de forme que celles utilisées pour sa constitution.

3. Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, et sous réserve d'avoir retourné préalablement à Uptevia, un formulaire de procuration dûment complété, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les actionnaires au nominatif pur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : actionnaire@mbws.com en précisant leur nom, prénom, adresse et leur identifiant communiqué par Uptevia pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte titres) ;
- pour les actionnaires au nominatif administré ou au porteur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : actionnaire@mbws.com en précisant leur nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite à la Société (par courrier adressé au siège social).

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'assemblée générale pourront être prises en compte.

4. Un actionnaire peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

C. – Questions écrites et consultation des documents mis à la disposition des actionnaires

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, tout actionnaire peut poser des questions écrites au Président du Conseil d'administration. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le 20 juin 2025. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Conformément à l'article L. 225-108 du Code de commerce, la réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des assemblées générales sont disponibles, au siège social de la Société : 10-12, avenue du Général de Gaulle – 94220 Charenton-le-Pont et, pour les documents prévus à l'article R.225-73-1 du Code de commerce, sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : www.mbws.com

E. – Retransmission audiovisuelle

Conformément aux articles L. 22-10-38-1, R. 22-10-29-1 du Code de commerce, l'assemblée générale fera l'objet d'une retransmission en direct et en différé sur le site internet de la Société : www.mbws.com, à moins que des raisons techniques rendent impossible ou perturbent gravement cette retransmission.

Le Conseil d'administration